

**Ramsay Générale de Santé**  
**(Anciennement Générale de Santé)**  
Société Anonyme

96, avenue d'Iéna  
75116 Paris

---

**Rapport des Commissaires aux Comptes**  
**sur les comptes annuels**

Exercice clos le 30 juin 2016

ERNST & YOUNG Audit  
1/2, place des Saisons  
92400 Courbevoie- Paris-La Défense  
S.A.S. à capital variable

Deloitte & Associés  
185, avenue Charles de Gaulle  
92524 Neuilly-sur-Seine Cedex

## **Ramsay Générale de Santé**

**(Anciennement Générale de Santé)**

Société Anonyme  
96, avenue d'Iéna  
75116 Paris

### **Rapport des Commissaire aux Comptes sur les comptes annuels**

Exercice clos le 30 juin 2016

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos assemblées générales, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 30 juin 2016, sur :

- le contrôle des comptes annuels de la société Ramsay Générale de Santé, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

## **I. Opinion sur les comptes annuels**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

## **II. Justification des appréciations**

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

Les titres de participation, dont le montant net figurant au bilan au 30 juin 2016 s'établit à 212 730 milliers d'euros, sont évalués à leur coût d'acquisition et dépréciés sur la base de leur valeur d'usage selon les modalités décrites dans la note 1.1.a de l'annexe.

Nos travaux ont consisté à apprécier les données et les hypothèses sur lesquelles se fondent ces estimations et à revoir les calculs effectués par la société.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

## **III. Vérifications et informations spécifiques**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration et dans les documents adressés aux Actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

Concernant les informations fournies en application des dispositions de l'article L. 225-102-1 du Code de commerce sur les rémunérations et avantages versés aux mandataires sociaux ainsi que sur les engagements consentis en leur faveur, nous avons vérifié leur concordance avec les comptes ou avec les données ayant servi à l'établissement de ces comptes et, le cas échéant, avec les éléments recueillis par votre société auprès des sociétés contrôlant votre société ou contrôlées par elle. Sur la base de ces travaux, nous attestons l'exactitude et la sincérité de ces informations.

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives à l'identité des détenteurs du capital ou des droits de vote vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Paris-La Défense et Neuilly-sur-Seine, le 25 octobre 2016

Les Commissaires aux Comptes

**ERNST & YOUNG Audit**

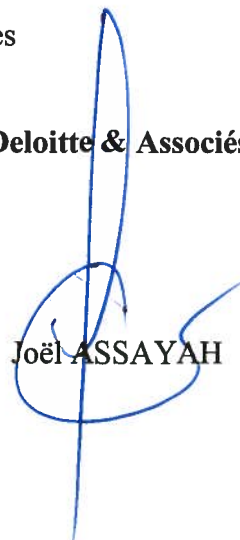


Pierre JOUANNE



Cédric GARCIA

**Deloitte & Associés**



Joël ASSAYAH

<b>ACTIF</b>				
<i>Rubriques</i>	<i>Montant Brut</i>	<i>Amortissements</i>	<i>30/06/2016</i>	<i>30/06/2015</i>
Capital souscrit non appelé				
<b>IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</b>				
Frais d'établissement				
Frais de développement				
Concessions, brevets et droits similaires	2 381		2 381	1 742
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles	91 410	91 410		
Avances, acomptes sur immo. Incorporelles				
<b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel outillage				
Autres immobilisations corporelles				
Immobilisations en cours				
Avances et acomptes				
<b>IMMOBILISATIONS FINANCIERES</b>				
Participations par mise en équivalence				
Autres participations	212 729 733		212 729 733	67
Créances rattachées à des participations				60
Autres titres immobilisés	1 128		1 128	
Prêts				
Autres immobilisations financières	448 100		448 100	1 600 204
<b>ACTIF IMMOBILISE</b>	<b>213 272 751</b>	<b>91 410</b>	<b>213 181 341</b>	<b>1 602 073</b>
<b>STOCKS ET EN-COURS</b>				
Matières premières, approvisionnements				
En-cours de production de biens				
En-cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances et acomptes versés sur commandes				
<b>CREANCES</b>				
Créances clients et comptes rattachés	52 149		52 149	
Autres créances	282 424 229	32 415	282 391 814	144 445 194
Capital souscrit et appelé, non versé				
<b>DIVERS</b>				
Valeurs mobilières de placement (dont actions propres : 328 611)	328 611		328 611	328 611
Disponibilités	82 529		82 529	1 611
<b>COMPTES DE REGULARISATION</b>				
Charges constatées d'avance	145 855		145 855	133 993
<b>ACTIF CIRCULANT</b>	<b>283 033 373</b>	<b>32 415</b>	<b>283 000 958</b>	<b>144 909 409</b>
Frais d'émission d'emprunts à étaler				
Primes de remboursement des obligations				
Ecarts de conversion actif				
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>496 306 125</b>	<b>123 826</b>	<b>496 182 300</b>	<b>146 511 482</b>

<b>PASSIF</b>		
<b>Rubriques</b>	<b>30/06/2016</b>	<b>30/06/2015</b>
Capital social ou individuel ( dont versé : 56 967 821 )	56 967 821	42 320 396
Primes d'émission, de fusion, d'apport	60 918 714	151 774
Ecarts de réévaluation ( dont écart d'équivalence )		
Réserve légale	4 232 040	4 232 040
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées ( dont rés. Prov. Fluctuation cours )	7 255	7 255
Autres réserves ( dont achat œuvres originales artistes )	12 257 624	12 257 624
Report à nouveau	38 764 261	29 304 205
<b>RESULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)</b>	<b>21 395 479</b>	<b>9 460 056</b>
Subventions d'investissements		
Provisions réglementées		
<b>CAPITAUX PROPRES</b>	<b>194 543 194</b>	<b>97 733 350</b>
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
<b>AUTRES FONDS PROPRES</b>		
Provisions pour risques	343 950	
Provisions pour charges		
<b>PROVISIONS</b>	<b>343 950</b>	
<b>DETTES FINANCIERES</b>		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	241 544 158	33 271
Emprunts et dettes financières divers ( dont empr. Participatifs )		
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
<b>DETTES D'EXPLOITATION</b>		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	598 912	6 183 661
Dettes fiscales et sociales	58 826 120	42 263 768
<b>DETTES DIVERSES</b>		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	325 965	297 432
<b>COMPTES DE REGULARISATION</b>		
Produits constatés d'avance		
<b>DETTES</b>	<b>301 295 155</b>	<b>48 778 132</b>
Ecarts de conversion passif		
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>496 182 300</b>	<b>146 511 482</b>

**COMPTE DE RESULTAT ( en liste )**

<i>Rubriques</i>	<i>France</i>	<i>Exportation</i>	<i>30/06/2016</i>	<i>30/06/2015</i>
Vente de marchandises				
Production vendue de biens				
Production vendue de services			757 637	
<b>CHIFFRE D'AFFAIRES NET</b>				
Production stockée				
Production immobilisée				
Subventions d'exploitation				
Reprises sur dépréciations, provisions (et amortissements), transfert de charges			57 817	
Autres produits			1 772	5
<b>PRODUITS D'EXPLOITATION</b>			<b>817 226</b>	<b>5</b>
Achats de marchandises (y compris droits de douane)				
Variation de stock (marchandises)				
Achats de matières premières et autres approvisionnements (et droits de douane)			1 238	15
Variation de stock (matières premières et approvisionnements)				
Autres achats et charges externes			9 497 008	8 577 700
Impôts, taxes et versements assimilés			194 066	131 112
Salaires et traitements			1 020 000	528 000
Charges sociales			397 250	140 617
<b>DOTATIONS D'EXPLOITATION</b>				
Sur immobilisations : dotations aux amortissements			72 155	
Sur immobilisations : dotations aux dépréciations				
Sur actif circulant : dotations aux dépréciations				32 415
Dotations aux provisions				
Autres charges			475 010	254 530
<b>CHARGES D'EXPLOITATION</b>			<b>11 656 728</b>	<b>9 664 389</b>
<b>RESULTAT D'EXPLOITATION</b>			<b>(10 839 502)</b>	<b>(9 664 384)</b>
<b>OPERATIONS EN COMMUN</b>				
Bénéfice attribué ou perte transférée				
Perte supportée ou bénéfice transféré				
<b>PRODUITS FINANCIERS</b>				
Produits financiers de participations			150	60
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé			72 839	
Autres intérêts et produits assimilés			5 026 144	1 702 625
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges				
Différences positives de change				
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
<b>PRODUITS FINANCIERS</b>			<b>5 099 133</b>	<b>1 702 685</b>
Dotations financières aux amortissements, dépréciations et provisions				
Intérêts et charges assimilées			8 760 579	427
Différences négatives de change				
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
<b>CHARGES FINANCIERES</b>			<b>8 760 579</b>	<b>427</b>
<b>RESULTAT FINANCIER</b>			<b>(3 661 445)</b>	<b>1 702 258</b>
<b>RESULTAT COURANT AVANT IMPÔTS</b>			<b>(14 500 947)</b>	<b>(7 962 126)</b>

**COMPTE DE RESULTAT ( suite )**

<i>Rubriques</i>	<b>30/06/2016</b>	<b>30/06/2015</b>
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	2 034	3 471
Produits exceptionnels sur opérations en capital	297 054	
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges	3 033	
<b>PRODUITS EXCEPTIONNELS</b>	<b>302 121</b>	<b>3 471</b>
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	3 925	42 857
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	290 342	
Dotations exceptionnelles aux amortissements, dépréciations et provisions	349 995	
<b>CHARGES EXCEPTIONNELLES</b>	<b>644 262</b>	<b>42 857</b>
<b>RESULTAT EXCEPTIONNEL</b>	<b>(342 142)</b>	<b>(39 386)</b>
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise		
Impôts sur les bénéfices	(36 238 568)	(17 461 568)
<b>TOTAL DES PRODUITS</b>	<b>6 218 480</b>	<b>1 706 161</b>
<b>TOTAL DES CHARGES</b>	<b>(15 176 999)</b>	<b>(7 753 895)</b>
<b>BENEFICE OU PERTE</b>	<b>21 395 479</b>	<b>9 460 056</b>



**IMMOBILISATIONS - Clôture au 30 juin 2016**

CADRE A- IMMOBILISATIONS	Valeur brute des immobilisations au début de l'exercice	Augmentations	
		par réévaluation au cours de l'exercice	acquisitions, créations apports, virements
Frais établissement et de développpt	<b>TOTAL I</b>		
Autres postes Immobilis. Incorporelles	<b>TOTAL II</b>	1 742	28 495 187
Terrains	Dont composants		
Constructions	- sur sol propre		
	- sur sol d'autrui		
	- install. génér.		
Install. Techn.,mat., outillage indust.	- installations générales, agencmts, aménag.		42 937
Autres immob. corporelles	- matériel de transport		
	- matériel de bureau et informatique, mobilier		
	- emballages récupérables et divers		219 868
Immobilisations corporelles en cours			
Avances et acomptes			
<b>TOTAL III</b>		<b>1 742</b>	<b>262 805</b>
Participations évaluées par mise en équivalence			
Autres participations		127	402 537 425
Autres titres immobilisés			1 128
Prêts et autres immobilisations financières		1 600 204	10 348 429
<b>TOTAL IV</b>		<b>1 600 331</b>	<b>412 886 981</b>
<b>TOTAL GENERAL ( I + II + III + IV )</b>		<b>1 602 073</b>	<b>441 644 973</b>

CADRE B- IMMOBILISATIONS	Diminutions		Valeur brute des immobilisations à la fin de l'exercice	Réévaluation légale Valeur d'origine immob. fin d'exercice
	par virement de poste à poste	par cession, mise HS, mise en équivalence		
Frais établissement et développpt	<b>TOTAL I</b>			
Autres postes immo. Incorporelles	<b>TOTAL II</b>	27 734 046	669 091	93 791
Terrains				
Constructions	- sur sol propre			
	- sur sol d'autrui			
	- install. génér., agenc		42 937	
Install. Techn.,mat., outillage indust.	- installations générales, agencmts.			
Autres immob. corporelles	- matériel de transport			
	- matériel de bureau et informatique, mobilier			
	- emballages récupérables		219 868	
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
<b>TOTAL III</b>		<b>27 734 046</b>	<b>262 805</b>	<b>93 791</b>
Participations par mise en équivalence				
Autres participations		189 805 340	2 479	212 729 733
Autres titres immobilisés				1 128
Prêts et autres immobilisations financières			11 500 533	448 100
<b>TOTAL IV</b>		<b>189 805 340</b>	<b>11 503 012</b>	<b>213 178 960</b>
<b>TOTALGENERAL ( I + II + III + IV )</b>		<b>217 539 387</b>	<b>12 434 908</b>	<b>213 272 751</b>

**AMORTISSEMENTS - Clôture au 30 juin 2016**

CADRE A		SITUATIONS ET MOUVEMENTS DE L'EXERCICE DES AMORTISSEMENTS TECHNIQUES			
Immobilisations Amortissables		Amortissements début exercice	Augmentations Dotations	Diminutions Reprises	Amortissements fin exercice
Frais établissement, développement	TOTAL I				
Autres immo. Incorporelles	TOTAL II		390 661	390 661	
Terrains					
- sur sol propre					
Constructions					
- sur sol d'autrui					
- install. génér.					
Install. Techn., mat., outillage					
- installations, agencmts.			42 937	42 937	
Autres immob.					
- matériel de transport					
Corporelles					
- matériel de bureau			212 067	212 067	
- emballages récupérables, divers					
	TOTAL III		255 004	255 004	
	TOTALGENERAL (I à III)		645 665	645 665	

CADRE B		VENTILATION DES MOUVEMENTS AFFECTANT LA PROVISION POUR AMORTISSEMENTS DEROGATOIRES						
		Dotations			Reprises			Mouvement net amortissements fin exercices
Immobilisations Amortissables		Différentiel de durée et autres	Mode dégressif	Amortissem. fiscal exceptionnel	Différentiel de durée et autres	Mode dégressif	Amortissem. fiscal exceptionnel	
Frais établissement, développement	TOTAL I							
Autres immo. Incorporelles	TOTAL II							
Terrains								
- sur sol propre								
Constructions								
- sur sol d'autrui								
- install. génér.								
Install. Techn., mat.								
- installations, agencmts.								
Autres immob.								
corporelles								
- matériel de transport								
- matériel de bureau								
- emballages récupérables								
	TOTAL III							
Acquisition de titres	TOTAL IV	264 678			3			264 675
	TOTALGENERAL (I à IV)	264 678						264 675
	TOTAL non ventilé)		264 678			3		264 675

**PROVISIONS - Clôture au 30 juin 2016**

Rubriques	Montant au début de l'exercice	AUGMENTATIONS Dotations	DIMINUTIONS Reprises	Montant à la fin de l'exercice
Prov. gisements miniers, pétroliers				
Prov. pour investissement				
Prov. pour hausse des prix				
Amortissements dérogatoires	4 545 046	264 678	4 809 724	
- dont majoration except. 30%				
Prov. pour prêts d'installation				
Autres provisions réglementées				
<b>TOTAL I</b>	<b>4 545 046</b>	<b>264 678</b>	<b>4 809 724</b>	
Prov. pour litiges	105 000			105 000
Prov. pour garanties clients				
Prov. pertes marchés à terme				
Prov. pour amendes et pénalités				
Prov. pour pertes de change				
Prov. pensions, obligations simil.				
Prov. pour impôts				
Prov. pour renouvellement immob.				
Prov. pour gros entretien et rev.				
Prov. charges s/congés à payer				
Autres prov. risques et charges	156 048	85 317	2 415	238 950
<b>TOTAL II</b>	<b>261 048</b>	<b>85 317</b>	<b>2 415</b>	<b>343 950</b>
Prov. immobilisat. incorporelles	91 410			91 410
Prov. immobilisat. corporelles				
Prov. titres mis en équivalences				
Prov. titres de participation				
Prov. autres immo. financières				
Prov. stocks et en cours				
Prov. comptes clients				
Autres prov. pour dépréciation	32 415			32 415
<b>TOTAL III</b>	<b>123 825</b>			<b>123 825</b>
<b>TOTAL GENERAL (I + II + III)</b>	<b>4 929 919</b>	<b>349 995</b>	<b>4 812 139</b>	<b>467 775</b>
Dont dotation et reprises	- d'exploitation - financières - exceptionnelles	349 995	2 418	
Dépréciation des titres mis en équivalence à la clôture de l'exercice				

**ETAT DES ECHEANCES DES CREANCES ET DES DETTES - Clôture au 30 juin 2016**

<b>CADRE A</b>	<b>ETAT DES CREANCES</b>	<b>Montant brut</b>	<b>A 1 an au plus</b>	<b>A plus d'un an</b>
	Créances rattachées à des participations			
	Prêts (1) (2)			
	Autres immobilisations financières	448 100	448 100	
	Clients douteux ou litigieux			
	Autres créances clients	52 149	52 149	
	Personnel et comptes rattachés	1 500	1 500	
	Sécurité Sociale et autres organismes sociaux			
	- impôt sur les bénéfiques	14 406 902	14 406 902	
	Etat et autres - taxe sur la valeur ajoutée			
	collectivités - autres impôts, taxes, versements assimilés			
	- divers			
	Groupe et associée (2)	267 170 073	267 170 073	
	Débiteurs divers (dont pension titres)	845 754	845 754	
	Charges constatées d'avance	145 855	145 855	
	<b>TOTAUX</b>	<b>283 070 333</b>	<b>283 070 333</b>	
(1) Montant :	- prêts accordés en cours d'exercice	10 258 684		
	- remboursements obtenus en cours d'exercice	10 258 684		
(2) Prêts et avances consentis aux associés				

<b>CADRE B</b>	<b>ETAT DES DETTES</b>	<b>Montant brut</b>	<b>A 1 an au plus</b>	<b>A plus d'1 an et 5 ans au plus</b>	<b>A plus de 5 ans</b>
	Emprunts obligataires conver. (1)				
	Autres emprunts obligataires (1)				
	Empr. dettes - à 1 an maximum à l'origine	27 025	27 025		
	établi crédit - à plus de 1 an à l'origine	241 517 133	1 517 133	240 000 000	
	Empr., dettes financ. divers (1)				
	Fournisseurs, comptes rattachés	598 912	598 912		
	Personnel et comptes rattachés	534 699	534 699		
	Sécurité sociale, aut. org. Sociaux	372 660	372 660		
	- impôt sur les bénéfiques	57 688 438	57 688 438		
	Etat et autres - taxe sur la valeur ajoutée	14 765	14 765		
	collectivités - oblig. cautionnées				
	- autres impôts, taxes et assimilés	215 558	215 558		
	Dettes immob. cptes rattachés				
	Groupe et associés (2)				
	Autres dettes (dont dettes relatives à des opérations de pension de titres)	325 965	325 965		
	Dettes représent. Titres emprunt.				
	Produits constatés d'avance				
	<b>TOTAUX</b>	<b>301 295 155</b>	<b>61 295 155</b>	<b>240 000 000</b>	
(1) Emprunts souscrits ds exerc.		461 859 454			
	Emprunts rembour. ds exerc.	221 859 454			
(2) Emprunts, dettes associés					

**TABLEAU DES FILIALES ET PARTICIPATIONS (en millions d'euros)**  
Exercice du 1er juillet 2015 au 30 juin 2016

Filiales et Participations	Capital	Réserve et Report à Nouveau	Quota-Part du Capital Détenu en %	Valeur Comptable des Titres Détenus (brut)	Valeur Comptable des Titres Détenus (net)	Prêts et Avances Consentis par la Société	Montant des Cautions et Avals Donnés par la Société	Chiffre d'Affaires Hors Taxes du Dernier Exercice Ecoulé	Résultat du Dernier Exercice Clos	Dividendes Encaissés au cours de l'exercice	Observations
<b>A. RENSEIGNEMENTS DÉTAILLÉS CONCERNANT LES FILIALES ET PARTICIPATIONS</b>											
<b>1. Filiales (plus de 50 % du capital détenu)</b>											
• C.G.S.	216.6	(204.5)	100.00	212.7	212.7	267.2	-	15.0	(175.7)	0	
<b>2. Participations ( de 10 % à 50 % du capital détenu)</b>											
<b>SOUS-TOTAL A</b>	216.6	(204.5)	100.00	212.7	212.7	267.2	-	15.0	(175.7)	0	
<b>B. RENSEIGNEMENTS GLOBAUX CONCERNANT LES AUTRES FILIALES ET PARTICIPATIONS</b>											
<b>1. Filiales non reprises en A</b>											
a) françaises	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
<b>SOUS-TOTAL B</b>	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
<b>TOTAL A + B</b>	216.6	(204.5)	100.00	212.7	212.7	267.2	-	15.0	(175.7)	0	

**OPERATIONS RECIPROQUES CONCERNANT LES ENTREPRISES LIEES – Exercice du 1<sup>er</sup> juillet 2015 au 30 juin 2016**

POSTES DU BILAN	MONTANT CONCERNANT LES ENTREPRISES	
	LIEES	AVEC LESQUELLES LA SOCIETE A UN LIEN DE PARTICIPATION
• Capital souscrit non appelé.....		
• Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles .....		
• Avances et acomptes sur immobilisations corporelles .....		
• Participations.....	212 729 733	
• Créances rattachées à des participations .....		
• Prêts .....		
• Autres titres immobilisés .....		
• Autres immobilisations financières.....		
• Avances et acomptes versés sur commandes .....		
• Créances clients et comptes rattachés .....	51 309	
• Autres créances.....	272 755 680	
• Capital souscrit, appelé, non versé.....		
• Valeurs mobilières de placement.....		
• Disponibilités .....		
• Emprunts obligataires convertibles .....		
• Autres emprunts obligataires.....		
• Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit.....		
• Emprunts et dettes financières divers .....		
• Avances et acomptes reçus sur commandes en cours.....		
• Dettes fournisseurs et comptes rattachés .....	93 490	
• Dettes sur immobilisations et comptes rattachés.....		
• Autres dettes .....	57 679 993	

POSTES DU COMPTE DE RESULTAT	MONTANT CONCERNANT LES ENTREPRISES	
	LIEES	AVEC LESQUELLES LA SOCIETE A UN LIEN DE PARTICIPATION
• Produits financiers de participation.....	5 099 133	
• Charges financières de participation.....		

1. **Règles, Méthodes Comptables et Faits Significatifs**
2. **Notes Relatives à Certains Postes du Bilan et du Compte de Résultat**
3. **Engagements Financiers et Autres Informations**

#### **1°) Règles, Méthodes Comptables et Faits Significatifs**

Les comptes annuels sont établis conformément aux principes comptables fondamentaux :

- Prudence,
- Permanence des méthodes d'un exercice à l'autre,
- Indépendance des exercices,
- Continuité de l'exploitation,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques. Il a été fait application des dispositions du Code de Commerce, ainsi que du Plan Comptable Général tel qu'il résulte du règlement ANC n° 2014-03

Les principales méthodes comptables utilisées sont les suivantes :

##### **(a) Immobilisations**

###### Immobilisations incorporelles :

Les immobilisations sont enregistrées à leur coût d'acquisition.

###### Titres de participations :

Les titres de participation sont comptabilisés au coût d'acquisition.

Si cette valeur est supérieure à la valeur d'usage, une provision pour dépréciation est constituée pour la différence.

La valeur d'usage est la quote-part des capitaux propres que les titres représentent, le cas échéant corrigée pour tenir compte de l'intérêt de ces sociétés pour le Groupe, ainsi que leurs perspectives de développement et de résultat.

###### Autres immobilisations financières :

Ce poste affiche principalement le fonds de réserve auprès de la Compagnie Générale d'Affacturage ayant refinancé le crédit d'Impôt Compétitivité et Emploi du groupe fiscal ex Générale de Santé en 2013.

###### Actions propres :

Dans le cadre du plan d'attribution d'actions gratuites au bénéfice de certains des principaux cadres salariés ou mandataires sociaux de la Société et des sociétés du Groupe RAMSAY GENERALE DE SANTE, la Société a acquis courant 2009, 773 668 titres ex-GENERALE DE SANTE pour un montant total de 9 999 979.73 €.

Le 2 avril 2010, 354 663 actions GDS SA ont été distribuées au titre du plan 2008.

Le 2 juin 2011, 393 704 actions GDS SA ont été distribuées au titre du plan 2009.

A l'issue de ces deux plans d'attribution, il reste 25 301 actions ex-GENERALE DE SANTE pour une valeur comptable de 328 611.17 €.

Ces actions propres sont comptablement classées en valeurs mobilières de placement.

Au 30 juin 2016, leur valeur d'inventaire est supérieure à leur valeur comptable.

##### **(b) Créances :**

Les créances sont évaluées à leur valeur nominale.

Elles font l'objet d'une provision pour dépréciation déterminée au cas par cas après analyse menée dans le cadre du processus régulier de recouvrement des créances mis en place.

Au 30 juin 2016, une créance est dépréciée à 100 % pour une valeur de 32 415 €.

(c) **Provisions pour risques et charges :**

Des provisions sont constituées, conformément au règlement CRC 2000-06, lorsque la société a une obligation à l'égard d'un tiers et qu'il est probable ou certain qu'elle devra faire face à une sortie de ressources au profit de ce tiers sans contrepartie. Ces provisions sont estimées en prenant en considération les hypothèses les plus probables à la date d'arrêté des comptes.

Des provisions pour litiges pour 105 000 € et pour risques et charges pour 156 047.70 € ont été reprises au passif via la fusion-absorption de ex-Ramsay Santé.

(d) **Passif social en matière d'Indemnités de Fin de Carrière(engagement de retraite) :**

- évolution des salaires	1.00 %
- taux d'actualisation à l'ouverture	2.25 %
- taux d'actualisation à la clôture	1.20 %
- rendement attendu des actifs du régime	1.20 %
- taux de charges sociales	55.0 %
- âge de départ à la retraite avec départ volontaire à l'initiative du salarié	65 ans
- droits acquis	Convention collective de l'entreprise qui s'applique (Syntec)

Les hypothèses de rendement long terme attendu sur les actifs et le taux d'actualisation retenu pour l'estimation ont été définis à partir de recommandations d'experts indépendants.

L'indemnité de mise à la retraite correspond au montant le plus favorable pour le salarié entre l'indemnité conventionnelle de mise à la retraite et l'indemnité légale de licenciement.

Le montant des indemnités de départ à la retraite non comptabilisé dans les comptes sociaux, s'élève à 43 476.84 € au 30 juin 2016.

Ce montant figure dans les engagements financiers.

Celui-ci est calculé en application de la méthode actuarielle prospective.

(e) **Notion de résultat courant et de résultat exceptionnel :**

Les éléments des activités ordinaires même exceptionnels par leur fréquence ou leur montant sont compris dans le résultat courant.

Seuls les éléments ne se rapportant pas aux activités ordinaires de l'entreprise ont été comptabilisés dans le résultat exceptionnel.

(f) **Traitement comptable des opérations de couverture de taux :**

Le Groupe Ramsay Générale de Santé n'utilise que des instruments de couverture.

Dans le cadre de la nouvelle ligne de crédit contractée le 1er octobre 2014, une clause contractuelle prévoit une couverture minimum de l'exposition du Groupe au risque de taux d'intérêt, sur les deux tiers de l'en-cours tiré (en dehors de la ligne Revolving) et ce, pour une durée minimale de 3 ans.

En conséquence, un contrat de swap a été souscrit, auprès de la Société Générale, le 22 janvier 2016 à échéance du 22 janvier 2019, pour couvrir le tirage des 240 millions effectué par Ramsay Générale de Santé sur la dette globale.

Des contrats de couverture de taux avaient été conclus sur les emprunts de ex Ramsay Santé remboursés le 1er juillet 2015 ; Ramsay Générale de Santé continue de supporter les coûts de ces instruments de couverture jusqu'à l'échéance du dernier contrat auprès du Crédit Agricole prévu le 30 juin 2017.

Pour mémoire, trois contrats ont échus le 30/09/2015 et deux le 30/03/2016.

**Mise en conformité sur la Loi de Modernisation de l'Economie :**

La Loi de Modernisation de l'Economie, dite Loi LME du 4 août 2008 a réduit les délais de paiement entre les entreprises.

Le délai maximal de règlement des fournisseurs est de « 45 jours fin de mois » sans évolution entre le 30 juin 2015 et le 30 juin 2016.



### **Transactions entre parties liées :**

Le règlement ANC n° 2014-03 du 5 juin 2014 relatif aux transactions entre parties liées et aux opérations non inscrites au bilan n'est pas applicable à la société.

### **Faits significatifs :**

#### **A- Fusion-absorption de Ramsay Santé par Générale de Santé (01/07/2015) :**

Suite à la prise de contrôle conjointe opérée par les actionnaires de Ramsay Santé, en octobre 2014, sur la société Générale de Santé, il a été décidé de procéder à une fusion des deux entités afin de simplifier l'organigramme.

Le traité de fusion-absorption de Ramsay Santé par Générale de Santé, daté du 19 mai 2015, a été entériné par les Assemblées Générales des deux sociétés le 1er juillet 2015.

L'actif net de Ramsay Santé, apporté à la valeur nette comptable, s'est élevé à 81 640 625.28 €.

Le rapport d'échange, basé sur les valeurs réelles des sociétés, proposé aux actionnaires, a été fixé à 10 actions Générale de Santé pour 37 actions Ramsay Santé, étant précisé que les actionnaires de Ramsay Santé ont renoncé à la rémunération de 22 actions Ramsay Santé.

En application du rapport d'échange, Générale de Santé a donc procédé à une augmentation de capital de 14 647 425 € par émission de 19 529 900 actions nouvelles d'une valeur nominale de 0.75 €.

La différence entre la valeur nette comptable de l'actif net apporté et le montant de l'augmentation de capital a constitué la prime de fusion pour un montant de 66 993 200.28 €.

Par prélèvement sur la prime de fusion, les amortissements dérogatoires sur frais d'acquisition de titres ont été reconstitués pour 4 545 045.90 €.

Et, comme autorisé par le traité de fusion, les frais liés à cette dernière et supportés par Ramsay Santé et Générale de Santé ont été imputés pour leur montant net d'impôt sur cette prime de fusion pour un total de 1 681 214.08 €.

A l'issue de la fusion, le capital de Ramsay Générale de Santé est de 56 967 821.25 € divisé en 75 957 095 actions de 0.75 € de valeur nominale chacune.

#### **B- Nouvelle ligne de crédit (01/07/2015) :**

Suite à la fusion-absorption de Ramsay Santé en date du 1er juillet 2015, Ramsay Générale de Santé a remboursé de manière anticipée, à cette même date, l'intégralité des emprunts de ex Ramsay Santé auprès des banques et actionnaires.

Pour cela, la société a tiré une ligne de crédit de 240 millions d'€uros sur la dette contactée par le Groupe Ramsay Générale de Santé en octobre 2014.

#### **C- Apport des titres à Compagnie Générale de Santé (15/10/2015) :**

Le 7 juillet 2015, Générale de Santé et Compagnie Générale de Santé ont conclu un traité relatif à l'apport par Générale de Santé à Compagnie Générale de Santé, des titres des filiales que Générale de Santé a reçu de Ramsay Santé dans le cadre de la fusion-absorption intervenue le 1er juillet 2015.

Ce traité a fait l'objet d'un avenant le 15 octobre 2015 afin d'emporter dans l'apport les malis techniques affectés à certains titres.

La réalisation définitive de l'opération a eu lieu le 31 octobre 2015.

L'apport, évalué à la valeur nette comptable pour 217 539 386.53 € a été rémunéré par une augmentation de capital de Compagnie Générale de Santé, au profit de Générale de Santé, de 78 839 472 € (4 927 467 actions de 16 € chacune) assortie d'une prime d'apport de 138 699 914.53 €.

Les amortissements dérogatoires sur les frais d'acquisition de ces titres ont été prélevés sur cette prime d'apport pour 4 809 720.71 €.

#### **D- Changement de dénomination sociale (16/12/2015) :**

Par décision de l'Assemblée Générale Mixte du 16 décembre 2015, l'entité juridique Générale de Santé SA est désormais dénommée Ramsay Générale de Santé.

**E- Avis de vérification comptabilité :**

La société ex Ramsay Santé fait actuellement l'objet d'un contrôle fiscal portant sur les trois exercices sociaux ouverts du 01/07/2012 au 30/06/2015.

Ce contrôle a été notifié le 1er mars 2016, il a débuté le 17 mars 2016 et est toujours en cours.

Ramsay Générale de Santé viendra aux droits et obligations de Ramsay Santé dans le cadre de cette vérification de comptabilité.

**F- Élargissement du périmètre d'intégration fiscale :**

Le périmètre du groupe Ramsay Générale de Santé a été élargi aux filiales de ex Ramsay Santé à compter du 1er juillet 2015 et au groupe HPM.

Cet élargissement du périmètre a concerné :

- les 10 sociétés anciennement membres du groupe fiscal formé par Ramsay Santé avant fusion-absorption par Générale de Santé,
- les 34 sociétés auparavant détenues par Ramsay Santé et acquises auprès du Groupe Générale de Santé dans le cadre de l'opération « Mimosa » (pôle Psychiatrie) mais qui n'étaient pas membres du groupe fiscal formé par Ramsay Santé et qui, du fait de la prise de contrôle de Ramsay Santé par Générale de Santé, remplissaient au 1er juillet 2015 les conditions pour devenir membres du groupe fiscal formé par Ramsay Générale de Santé à compter de cette même date.
- les 5 sociétés anciennement membres du groupe fiscal formé par HPM SAS, dont le Groupe Générale de Santé a pris le contrôle au cours de l'année 2015 et qui a cessé le 31 décembre 2015.
- La société Colibri Formation qui n'appartenait pas au groupe fiscal formé par HPM.

Compte tenu de cet élargissement, le périmètre d'intégration du Groupe fiscal Ramsay Générale de Santé comporte 152 sociétés à la clôture de l'exercice au 30 juin 2016.

**G- Pré-financement du Crédit d'Impôt Compétitivité Emploi 2015 :**

Le CICE 2015 du Groupe fiscal Ramsay Générale de Santé a fait l'objet d'une convention de cession de créances professionnelles à titre d'escompte sans recours en date du 21 juin 2016 auprès de la Banque Postale pour un montant de 29 632 418.18 €.

**Événements postérieurs à la date de clôture :**

Aucun événement postérieur à la clôture n'est à signaler.

**2°) Notes relatives à certains postes du bilan et du compte de résultat :**

a) Immobilisations

Les mouvements de l'exercice afférents aux valeurs brutes et aux amortissements, sont résumés dans les tableaux D.G.I. n° 2054 et D.G.I. n° 2055.

b) Etat des provisions

Les mouvements de l'exercice afférents aux provisions sont résumés dans le tableau des provisions D.G.I. n° 2056.

c) Créances et dettes

Les échéances des créances et dettes sont résumées dans le tableau D.G.I. n° 2057.

d) Opérations réciproques concernant les entreprises liées

Cf. tableau des parties liées

e) Comptes rattachés

*Produits à recevoir :*

Ils représentent un total de 4 516 968.11 €, de nature exploitation pour 32 415 € et de nature financière pour 4 484 553.11 €.

*Charges à payer :*

Elles s'élèvent à un total de 3 292 604.18 € représentant des charges d'exploitation pour 1 764 290.85 € et des charges financières pour 1 528 313.33 €.

f) Autres créances

Le poste "autres créances" s'élève à 282 391 814.01 €.

Il se compose essentiellement de l'avance en compte courant envers la Compagnie Générale de Santé à hauteur de 267 170 072.81 €, des créances d'impôt sociétés sur l'Etat pour 9 618 295 € et sur les filiales intégrées fiscalement sous Ramsay Générale de Santé pour 4 788 607 €, des acomptes fournisseurs pour 807 305.23 €.

g) Valeurs mobilières de placement

Ce poste enregistre le rachat par la société de ses propres actions dans le cadre des plans d'attribution d'actions gratuites au bénéfice de certains des principaux cadres salariés ou mandataires sociaux de la Société et des sociétés du Groupe Ramsay Générale de Santé.

A l'issue des 2 plans d'attribution au titre de 2008 et de 2009, subsistent 25 301 actions pour une valeur comptable de 328 611.17 €.

Leur valeur d'inventaire, déterminée selon la moyenne des cours du mois de juin 2016, s'élève à la clôture de l'exercice à 340 367.45 €. Cette valeur d'inventaire supérieure à la valeur comptable n'entraîne pas de constatation de provision pour dépréciation au 30 juin 2016.

Selon CM-CIC SECURITIES, société mandatée par Ramsay Générale de Santé pour acheter ses propres actions, les 25 301 actions sont valorisées à 340 551.46 € selon le cours au 30 juin 2016.

h) Comptes de régularisation

Les charges constatées d'avance s'élèvent à 145 855 € et concernent des charges d'exploitation.

i) Capital social

Le capital de la société se compose de 75 957 095 actions de 0.75 €.

Il s'élève à un montant total de 56 967 821.25 €.

j) Capitaux propres

La variation des capitaux propres entre le 30 juin 2015 et le 30 juin 2016 s'explique ainsi :

	31/12/2014	Assemblée Générale Mixte du 16/12/2015	Opération de fusion du 01/07/2015	Actions auto-détenues	Résultat de l'exercice 30/06/2016	30/06/2016
Capital	42 320 396.25		14 647 425.00			56 967 821.25
Prime d'émission	151 774.04					151 774.04
Prime de fusion	--		60 766 940.30			60 766 940.30
Réserve légale	2 294 698.08					2 294 698.08
Réserve légale PVL	1 937 341.54					1 937 341.54
Réserves indisponibles	7 254.55					7 254.55
Autres réserves	12 257 624.00					12 257 624.00
Report à nouveau	29 304 205.15	9 460 056.10				38 764 261.25
Acompte sur dividendes	--					--
Résultat de l'exercice	9 460 056.10	-9 460 056.10			21 395 479.18	21 395 479.18
<b>TOTAL</b>	<b>97 733 349.71</b>	<b>--</b>	<b>75 414 365.30</b>	<b>--</b>	<b>21 395 479.18</b>	<b>194 543 194.19</b>

k) Provisions pour risques et charges

Les provisions sont destinées à couvrir les risques et charges que les événements survenus ou en cours rendent probables, nettement précisés quant à leur objet mais dont la réalisation, l'échéance ou le montant sont incertains.

	Montant au 30/06/2015	Fusion Ramsay Santé	Dotations 2015-2016	Reprise 2015-2016	Montant utilisé	Montant au 30/06/2016
Impact des contrôles fiscaux	--	--	--	--	--	--
Litige acquisition Clinique l'Union par Ramsay Santé	--	105 000	--	--	--	105 000
Crédits d'Impôts Groupe Ramsay Santé	--	153 633	85 317	--	--	238 950
QP GIE Litige prud'hommes	--	2 415	--	2 415	2 415	--
<b>TOTAL</b>	--	<b>261 048</b>	<b>85 317</b>	<b>2 415</b>	<b>2 415</b>	<b>343 950</b>

l) Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit

Voici l'évolution de l'endettement de la société sur la période de juillet 2015 à juin 2016

En K€	30 juin 2015	Tirage	Remboursement	30 juin 2016
Tranche B2	--	240 000	--	240 000
<b>TOTAL</b>	--	<b>240 000</b>	--	<b>240 000</b>

Le contrat de crédit dont le montant restant dû au 30 juin 2016 est de 240 000 000 €, est remboursable in fine le 30 septembre 2020.

m) Dettes

Le poste « dettes fiscales et sociales » s'élève à 58 826 120.14 €.

Il se compose essentiellement des dettes d'impôt sociétés sur les filiales intégrées fiscalement sous Ramsay Générale de Santé SA pour 57 679 992.62 €

n) Résultat financier

Les principaux éléments constitutifs du résultat financier sont les suivants :

- Revenus titres groupe	150.00
- Intérêts sur prêts filiales (ex Ramsay Santé)	72 838.97
- Intérêts sur comptes courants	4 987 595.82
- Intérêts nets sur swaps	(151 711.07)
- Intérêts nets sur la dette	(8 279 679.99)
- Commissions sur cession CICE	(289 680.70)
- Agios bancaires	(958.18)
<b>Résultat Financier</b>	<b>(3 661 445.15)</b>

o) Résultat exceptionnel

Le résultat exceptionnel comprend l'incidence des opérations suivantes :

- Dégrèvement pénalités sur contrôle fiscal filiale	2 034.00
- Plus-value sur cession d'immobilisations corporelles	7 643.59
- Pénalités et amendes	(3 925.00)
- Amts dérogatoires frais acquisition de titres (période intercalaire)	(264 674.81)
- Dotations nettes aux provisions pour risques et charges	(82 902.30)
- Divers	(317.00)
<b>Résultat Exceptionnel</b>	<b>(342 141.52)</b>

p) Situation fiscale

Ramsay Générale de Santé est une société tête de groupe d'intégration fiscale.

La convention d'intégration fiscale prévoit que les sociétés conservent la charge d'impôt correspondant au montant dû en dehors de tout régime de groupe.

Le produit d'intégration fiscale comptabilisé pour 36 238 568.07 € correspond à la différence entre :

- o les contributions d'impôt sur les sociétés versées par les filiales intégrées fiscalement pour un montant de 43 294 136 €,
- o des réductions d'IS (mécénat+CICE) pour 156 588.07 €
- o des réductions mécénat 2010 de filiales intégrées soldées pour 318 703 €.

Et

- o la charge d'impôt du groupe d'intégration fiscale pour 6 500 437 €
- o l'IS relatif aux frais bruts imputés sur la prime de fusion de 1 030 422 €

- La situation fiscale latente s'établit comme suit :

Accroissement et allègement de la dette future d'impôts :

Nature des différences temporaires	montant
<b>Accroissements</b>	NEANT
Provisions réglementées	
Autres	
<b>Accroissement de la dette future d'impôts</b>	
<b>Allègements</b>	85 317
Provisions non déductibles l'année de comptabilisation	
Autres	
<b>Allègements de la dette future d'impôts</b>	
Amortissements réputés différés	0
Déficits reportables	42 449 706
Moins-values à long terme	0

### 3°) Engagements Financiers et Autres Informations

#### a) Engagements financiers

La société n'est titulaire d'aucun crédit-bail mobilier et immobilier.

Les engagements financiers accordés et reçus par la société sont les suivants :

- o Engagements donnés :

#### 1/ Selon le contrat de crédits du 1er Octobre 2014 entre Générale de Santé, Compagnie Générale de Santé, Alphamed, Immobilière de Santé, Barclays Bank Plc, BNP Paribas SA, Crédit Agricole Corporate & Investment Bank, Deutsche Bank AG, London Branch et Natixis :

Générale de Santé a conclu en date du 1er octobre 2014 un nouveau contrat de crédits en qualité d'Emprunteur et de Garant avec ses filiales Compagnie Générale de Santé et Alphamed en qualité d'Emprunteurs et de Garants, sa filiale Immobilière de Santé en qualité de Garant, Barclays Bank Plc, BNP Paribas S.A., Crédit Agricole Corporate & Investment Bank, Deutsche Bank AG, London Branch et Natixis en qualité de prêteurs initiaux et BNP Paribas SA en qualité d'agent et d'agent des sûretés (le « **Contrat de Crédits 2014** ») d'un montant global initial de 1.075 millions d'euros. Ce financement est remboursable in fine le 1er octobre 2020 et est composé de quatre lignes de crédit, dont deux ont fait l'objet d'un tirage au 31 décembre 2014 pour un montant total de 660 millions d'euros. L'ensemble de ces tranches donne lieu au paiement d'un taux variable.

#### 1/ Selon le contrat de crédits du 1er Octobre 2014 entre Générale de Santé, Compagnie Générale de Santé, Alphamed, Immobilière de Santé, Barclays Bank Plc, BNP Paribas SA, Crédit Agricole Corporate & Investment Bank, Deutsche Bank AG, London Branch et Natixis :

Ramsay Générale de Santé a conclu en date du 1er octobre 2014 un nouveau contrat de crédits en qualité d'Emprunteur et de Garant avec :

- ses filiales Compagnie Générale de Santé et Alphamed en qualité d'Emprunteurs et de Garants,
- sa filiale Immobilière de Santé en qualité de Garant,
- Barclays Bank Plc, BNP Paribas S.A., Crédit Agricole Corporate & Investment Bank, Deutsche Bank AG, London Branch et Natixis en qualité de prêteurs initiaux,

- et BNP Paribas SA en qualité d'agent et d'agent des sûretés.

Le « **Contrat de Crédits 2014** » est d'un montant global initial de 1.075 millions d'euros.

Ce financement est remboursable in fine le 1er octobre 2020 et est composé de cinq lignes de crédit, dont cinq ont fait l'objet de tirages au 30 juin 2016 pour un montant total de 910 millions d'euros. L'ensemble de ces tranches donne lieu au paiement d'un taux variable.

Le Contrat de Crédits 2014 comporte des déclarations et garanties usuelles dans ce type de financement ainsi que des stipulations relatives à des éventuels cas de défaut :

#### Clause de sûreté

Dans le cadre du Contrat de Crédits 2014, les nantissements de comptes de titres financiers suivants ont été consentis par la Société et certaines de ses filiales Compagnie Générale de Santé et Alphamed agissant en qualité d'Emprunteurs et de Garants au titre du Contrat de Crédits 2014, sur les actions qu'elles détiennent :

- La Société a nanti les actions qu'elle détient dans sa filiale Compagnie Générale de Santé, représentant 100% de son capital social ;
- Compagnie Générale de Santé a nanti les actions qu'elle détient dans Alphamed, représentant 99,66 % de son capital social, Immobilière de Santé, représentant 94,86 % de son capital social, Medipsy, représentant 100 % de son capital social, Pass, représentant 100 % de son capital social, HPM, représentant 99.69 % de son capital social et HPM Nord ;
- Alphamed a nanti les actions qu'elle détient dans Immobilière de Santé, représentant 5,14 % de son capital social, Parly II, représentant 99,47 % de son capital social et Hôpital Privé de l'Ouest Parisien, représentant 100 % de son capital social.

#### Clause de garantie

Ramsay Générale de Santé, en tant que Garant au titre du Contrat de Crédits 2014 accorde aux prêteurs une garantie conjointe et solidaire des obligations des Débiteurs (à savoir, l'ensemble des Emprunteurs et des Garants), garantie qui jouerait en cas de défaut de l'un d'entre eux, à première demande des prêteurs.

Les obligations et engagements du Garant au titre du Contrat de Crédits 2014, à l'égard de tout Débiteur qui n'est pas une filiale du Garant (au sens de l'article L. 233-3 du Code de commerce), sont limités à tout moment à l'encours total des montants empruntés directement ou indirectement par ledit Débiteur au titre du Contrat de Crédits et re-prêtés directement ou indirectement au Garant au moyen de prêts intra-groupes en vigueur à la date à laquelle le Garant doit réaliser un paiement au titre de sa Garantie.

En application du Contrats de Crédits 2014, l'ensemble des Garants doivent représenter au moins 75 % de l'EBE consolidé et 70% des actifs bruts du groupe Ramsay Générale de Santé. En conséquence, 44 entités juridiques du Groupe ont adhéré au contrat de crédit 2014 en tant que garant additionnel.

### **2/ Cautions bancaires**

En tant que Fondateur principal de la Fondation d'Entreprise Ramsay Générale de Santé et pour respecter les engagements légaux découlant des statuts des Fondations, Ramsay Générale de Santé a requis, le 18 avril 2014, une caution bancaire auprès de la Caisse d'Épargne et de Prévoyance Ile de France.

Celle-ci se porte ainsi garante des versements dus par tous les membres co-fondateurs, à la Fondation au titre du nouveau programme d'action pluriannuel et à concurrence du montant maximal de 3 750 000 €. L'en cours est de 2 250 000 € au 30/06/2016.

Le terme contractuel de cette caution est le 31/10/2018.

### **3/ Engagements de construire (MOD)**

Engagements envers ICADE d'investir en équipements, en rénovation et en amélioration de la sécurité sur les sites cédés .....	0.3 M€
Engagements envers GECIMED d'investir en équipements, en rénovation et en amélioration de la sécurité sur les sites cédés .....	1.6 M€
Engagements envers ISMS d'investir en équipements, en rénovation et en amélioration de la sécurité sur les sites cédés .....	0 M€

#### o Engagements reçus

1/ Engagements de ICADE de financer les travaux sur les sites VESTA	0.3 M€
---	--------

2/ Engagements de GECIMED de financer les travaux sur les sites HESTIA	2.4 M€
3/ Engagements de ISMS de financer les travaux sur les sites HESTIA	0.0 M€

b) Personnel

L'effectif est de 1 cadre.

c) Rémunérations des dirigeants

Pour l'exercice 2015-2016, les rémunérations allouées aux membres des organes d'administration s'élèvent à 1 020 000 € au titre des salaires et de 475 000 € au titre des jetons de présence.

d) Identité de la société consolidante

La Société Anonyme Ramsay Générale de Santé, entité de nationalité française, est la société consolidante du groupe Ramsay Générale de Santé. Son siège social est 96 avenue d'Iéna 75116 PARIS et son capital s'élève à 56 967 821.25 €.

e) Tableau des filiales et participations

Cf. tableau des filiales et participations